



Caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris

73 BOULEVARD HAUSSMANN – 75008 PARIS

TEL : 01 47 42 72 08 – FAX: 01 47 42 38 87

e-mail: cropera@wanadoo.fr

www.caisse-de-retraite-opera-de-paris.fr

Rapport d'activité

2011

Présenté par Mireille LE ROUX

Directrice de la Caisse de retraites

des personnels de l'Opéra national de Paris

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION | 4 |
| 1. LE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF | 5 |
| 2. LA GESTION DU REGIME SPECIAL | 7 |
| 1 – GESTION TECHNIQUE ET FINANCIERE | 9 |
| 11 LES CHARGES | 9 |
| 111 LES PENSIONS | 11 |
| <u>111-1 Revalorisation des pensions</u> | 11 |
| <u>111-2 Taux d'augmentation annuels</u> | 11 |
| <u>111-3 Augmentation du taux des dépenses de pensions</u> | 12 |
| <u>111-4 Les dépenses des pensions par catégories en 2010 et 2011</u> | 13 |
| a) Les pensions nouvelles | 14 |
| b) Les majorations pour enfants | 15 |
| 112 L'ACTION SOCIALE | 15 |
| 12 LES RESSOURCES | 19 |
| 121 LES COTISATIONS | 21 |
| <u>121-1 Taux des cotisations</u> | 21 |
| <u>121-2 Assiette des cotisations</u> | 21 |
| <u>121-3 Montant des cotisations</u> | 21 |
| 122 LES DROITS SUR LES PLACES | 22 |
| 123 REMBOURSEMENTS DES ALLOCATIONS NON CONTRIBUTIVES | 22 |
| 124 LA SUBVENTION DE L'ETAT | 23 |
| 125 LES PRODUITS FINANCIERS | 24 |
| 126 STRUCTURE FINANCIERE | 24 |
| 127 EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DU REGIME | 26 |
| <u>127-1 Effectif des pensionnés au 31 décembre 2011.</u> | 26 |
| <u>127-2 Effectif des cotisants au 31 décembre 2011.</u> | 27 |
| <u>127-3 Rapport démographique du régime</u> | 27 |
| 13 PRECOMPTE SUR PENSIONS | 29 |
| 131 LES TAUX | 29 |
| 132 LES MONTANTS | 30 |
| <u>132-1 Les montants des prélèvements sur les retraites.</u> | 30 |
| <u>132-2 Répartition des pensionnés par catégorie de précomptes</u> | 30 |

| | |
|---|-----------|
| 2 – GESTION ADMINISTRATIVE | 31 |
| 21 DEPENSES DE GESTION | 32 |
| 211 LES DEPENSES DE PERSONNEL | 32 |
| 212 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 32 |
| 213 AUTRES DEPENSES DE GESTION | 33 |
| 22 DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 33 |
| 23 DEPENSES LIEES AU SYSTEME D'INFORMATION | 33 |
| 3 - PRESENTATION DU BILAN | 35 |
| 31 BILAN | 35 |
| 32 DETAIL DES RESERVES | 37 |
| 4 - INFORMATIONS ANNEXES | 39 |
| 41 COMPOSITION DES INSTANCES DELIBERANTES | 39 |
| 411 CONSEIL D'ADMINISTRATION | 39 |
| 422 COMMISSION D'INVALIDITE | 40 |
| 423 COMMISSION DE RECOURS AMIABLE | 40 |
| 424 COMMISSION DES MARCHES PUBLICS | 41 |
| 43 EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION | 42 |
| 431 TEXTES GENERAUX | 42 |
| 44 BAREME ACTION SOCIALE 2011 | 43 |

INTRODUCTION

Conformément aux dispositions de l'article 47 du décret n° 68-382 du 5 avril 1968 modifié, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport de l'exercice 2011 sur le fonctionnement administratif et financier de la Caisse de retraites.

L'année 2011 a été principalement marquée par la publication au Journal officiel du 12 août du décret n°2011-963 du 10 août 2011 relatif au régime spécial de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris.

Ce texte étend, comme à tous les régimes spéciaux, la réforme des retraites issue de la loi du 9 novembre 2010. La majorité des mesures contenues dans ce décret sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2017. Certaines sont toutefois d'application immédiate.

Parmi ces mesures, deux sont particulièrement importantes :

1) Le relèvement progressif de l'âge d'ouverture du droit à la retraite

sauf pour :

- * les artistes du ballet (40 ans),
- * les musiciens (60 ans),
- * les chefs de chant (60 ans),
- * les pianistes accompagnateurs (60 ans).

L'âge d'ouverture du droit est porté :

- * de 50 à 57 ans pour les artistes des chœurs,
- * de 50 à 62 ans pour les artistes du chant,
- * de 55 à 57 ans pour les personnels occupant des emplois reconnus comme comportant des fatigues exceptionnelles ou qui ont accompli 17 ans de services effectifs dans ces emplois,
- * de 60 à 62 ans pour les autres catégories de personnel.

Ce relèvement s'effectue par génération et commence par la génération :

- * 1957 lorsque l'âge d'ouverture du droit est porté à 62 ans,
- * 1962 lorsque l'âge d'ouverture du droit est porté à 57 ans.

Ces nouvelles dispositions font cependant l'objet de dérogations si certaines conditions d'emploi, de durée d'activité à l'Opéra et de date de liquidation de la pension sont remplies.

2) La prise en compte des périodes d'activité à temps partiel de droit pour élever un enfant et bénéficier d'un départ anticipé en retraite.

Le dispositif de départ anticipé en retraite pour les parents de trois enfants disparaît à compter du 1^{er} janvier 2017 sauf pour les personnes qui antérieurement à cette date remplissaient les conditions pour y prétendre.

Ces mêmes personnes ainsi que les parents d'un enfant handicapé à 80%, bénéficieront, pour le calcul de leur pension, de la prise en compte des périodes de réduction partielle d'activité et non plus seulement les périodes d'arrêt total d'activité.

A ce jour, bien que ces mesures soient déjà entrées en vigueur, aucun des assurés ayant demandé en 2011 le bénéfice de sa retraite n'a été concerné.

1. LE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF

Le Conseil d'administration a tenu deux séances les 23 juin et 19 décembre 2011, au cours desquelles a été notamment approuvé le compte de résultat de l'exercice 2010, sur avis favorable du commissaire aux comptes, et voté le budget de l'exercice 2012.

La commission d'invalidité a tenu une séance le 12 juillet 2011 au cours de laquelle quatre pensions ont été accordées.

Le développement de la politique d'échanges de la caisse avec les autres organismes et ses ressortissants s'est poursuivi au regard :

- de l'application du droit à l'information des assurés sur leur carrière dans les divers régimes auxquels ils ont appartenu,
- du fonctionnement des échanges entre les caisses pour l'amélioration des pensions de réversion (EIRR) du régime général et des régimes alignés sur ce dernier,
- de la participation au répertoire national de protection sociale (RNCPs).

Tous ces programmes impliquent des échanges dématérialisés que seul un informaticien chevronné est susceptible de concevoir et d'actualiser régulièrement au fil des évolutions imposées.

Quant aux procédures contentieuses en cours au 1^{er} janvier 2011 :

- le Tribunal d'instance du 8^{ème} arrondissement de Paris a, dans sa décision du 18 février 2011, prononcé l'annulation de l'élection du 2 décembre 2010 des représentants du collège 5 au Conseil d'administration de la Caisse de retraites,
- la Cour d'appel de Paris, dans l'affaire qui oppose les syndicats SUD et SNC-FSU à la Caisse de retraites notamment relative aux personnels de l'habillement-couture-maquillage, a

procédé à une audience de procédure le 24 mars 2011, à une audience de plaidoirie le 26 mai 2011 et a rejeté les demandes des syndicats dans un arrêt du 1^{er} septembre 2011.

En gestion courante, au cours de l'année 2011, la Caisse de retraites a procédé à :

- 210 affiliations au lieu de 212 en 2010,
- 70 liquidations de pensions au lieu de 80 en 2010,
- 28 validations rétroactives de services au lieu de 25 en 2010.

Par ailleurs, la Caisse de retraites a participé à diverses réunions techniques :

- le 26 janvier 2011 avec le ministère chargé de la sécurité sociale pour l'arrêté des comptes,
- les 25 mars et 28 octobre 2011 avec les membres du Club des régimes spéciaux pour l'application du droit à l'information prévu par la loi n°2003-775 du 21 août 2003,
- les 30 mars et 10 mai 2011 avec la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) pour l'application du programme EIRR et du minimum contributif,
- le 25 mars 2011 avec le Comité d'histoire de la sécurité sociale qui élabore un recueil sur l'histoire des régimes spéciaux.

Plus généralement, dans le cadre des relations de la Caisse avec ses adhérents, celle-ci a enregistré plus de 1 879 courriers à l'arrivée et 1 929 courriers au départ. De plus, il a été procédé à l'envoi de plus de 5 100 courriers en nombre et à environ 20 500 paiements par virements informatiques.

La Caisse de retraites, comme les autres années, a effectué de nombreuses reconstitutions de services en vue de validations rétroactives.

En outre, elle a poursuivi sa politique d'entretiens personnalisés pour permettre aux assurés d'avoir des évaluations de retraites selon leurs hypothèses d'âge de départ.

2. LA GESTION DU REGIME SPECIAL

2-1 La gestion technique et financière de la Caisse de retraites (pages 9 à 30).

Les charges (pages 9 à 18) se sont élevées à 22 734 803 € en 2010 et à 23 588 711 € en 2011, en augmentation de 3,76 %. A l'intérieur de ce poste, les dépenses de pensions se sont élevées à 22 886 252 € au lieu de 22 067 081 € en 2010 et enreprésentent 97,02 %.

En 2011, les dépenses afférentes à l'action sociale augmentent sensiblement (+ 16,26 %) et représentent 0,55 % des dépenses globales.

S'agissant des recettes (pages 19 à 30), les cotisations en 2011 s'élèvent à 10 828 512 € (+ 4,61 %) au lieu de 10 351 092 € en 2010.

Les droits sur places augmentent, compte tenu de l'arrêté du 28 novembre 2005 qui a fixé un taux progressif, à compter du 1er septembre 2005, des recettes de billetterie de l'Opéra. Ils s'élèvent en 2011 à 725 842 € (+ 51,99 %).

Le montant de la subvention de l'Etat en 2011 a été de 12 705 700 € (- 5,57 %). Ce montant représente 52,26 % de la totalité des recettes.

Le total des produits nets sur cessions des valeurs mobilières de placement pour 2011 s'élève à 41 477 € contre 16 558 € en 2010, soit une augmentation de 150,52 %, qui s'explique principalement par une augmentation des placements réalisés. Cette dernière a été rendue possible grâce à la croissance du taux affectant les droits sur places.

En 2011, l'autofinancement du régime (ressources propres) représente 47,74 % au lieu de 44,65 % en 2010.

2-2 La gestion administrative du régime (pages 31 à 34)

Les dépenses de gestion en 2011 se sont élevées à 565 397 €.

Elles s'établissent à 2,40 % du total des dépenses au lieu de 2,43 % en 2010.

Les dépenses d'investissement concernent uniquement des matériels informatiques et le développement de nouveaux programmes.

2-3 La présentation du résultat du bilan (pages 35 à 38)

Après deux exercices déficitaires, 2008 et 2009, 2010 avait dégagé un excédent de 1 557 271,81 €.

2011 présente également un excédent mais de seulement 723 852,74 €.

A la clôture de l'exercice 2011, la réserve technique s'élève à 5 018 691,08 €.

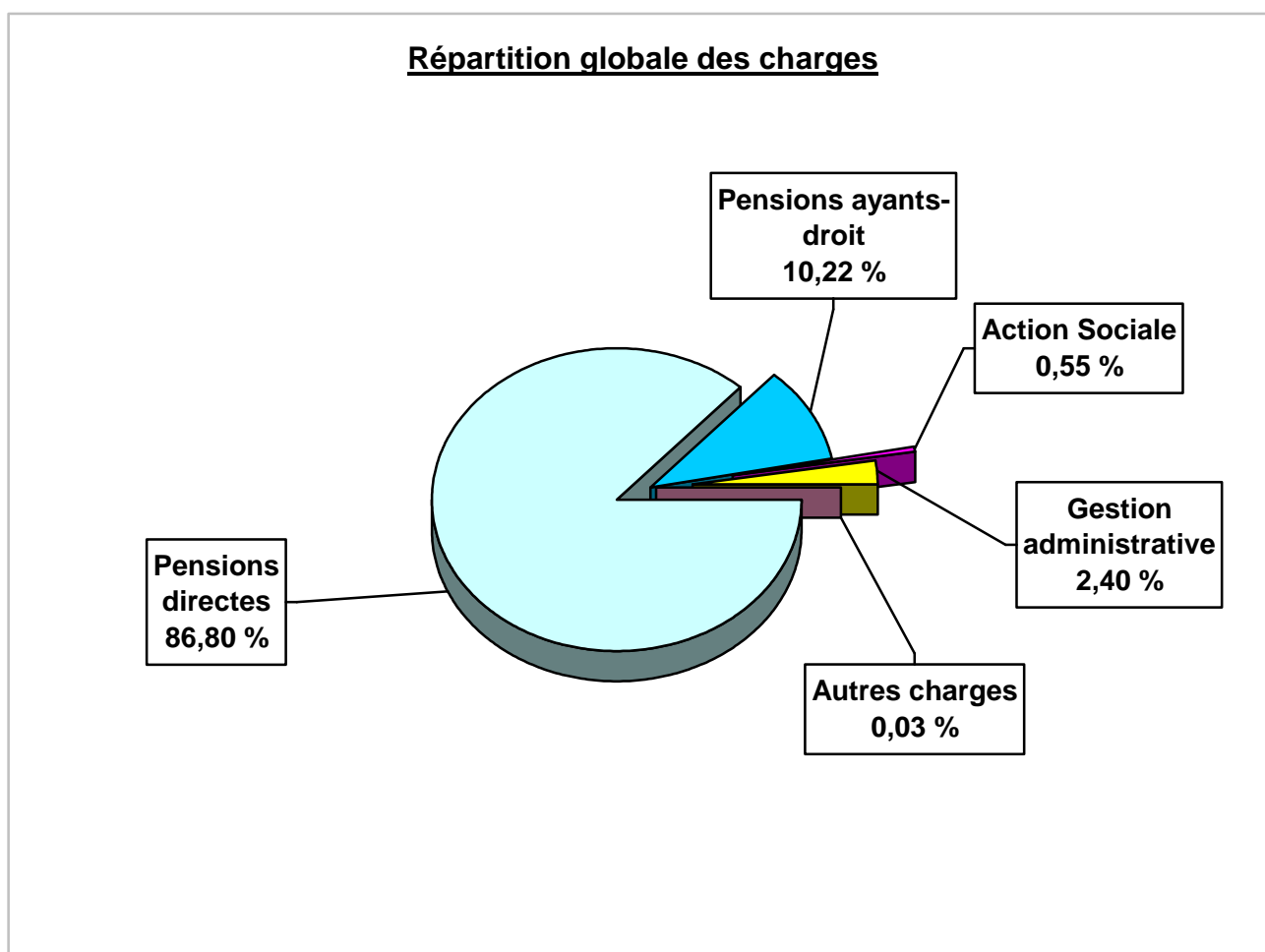
La Caisse de retraites reste vigilante quant au maintien d'un niveau de trésorerie suffisant pour assurer le paiement de l'équivalent de deux échéances de pensions.

1 – GESTION TECHNIQUE ET FINANCIERE

En 2011, les dépenses de gestion du régime affichent un taux d'exécution de 99,33 %.

En revanche, les recettes sont légèrement supérieures au budget prévu. Leur taux d'exécution est de 100,50 %.

11 LES CHARGES



LES CHARGES

| | 2010 | 2011 | évolution indice | structure | |
|---|----------------------|----------------------|---------------------|---------------|---------------|
| | | | | 2010 | 2011 |
| GESTION TECHNIQUE | | | | | |
| Pensions | 22 067 080,63 | 22 886 252,05 | 3,71 | 97,06 | 97,02 |
| Droits propres | 19 685 841,83 | 20 474 913,12 | | | |
| Droits dérivés | 2 381 238,80 | 2 411 338,93 | | | |
| Action sociale | 112 303,13 | 130 561,69 | 16,26 | 0,50 | 0,55 |
| Contribution de gestion courante GIP et CNTDF | 1 260,00 | 4 230,00 | 235,71 | 0,01 | 0,02 |
| Participation des régimes séc soc à la CNSA | 923,00 | 937,00 | 1,52 | 0,00 | 0,00 |
| Charges exceptionnelles | 1 075,58 | 1 333,40 | 23,97 | 0,00 | 0,01 |
| TOTAL GESTION TECHNIQUE | 22 182 642,34 | 23 023 314,14 | 3,79 | 97,57 | 97,60 |
| GESTION ADMINISTRATIVE | | | | | |
| Gestion courante hors informatique | 171 810,23 | 178 055,46 | 3,63 | 0,75 | 0,76 |
| Gestion liée au développement de l'informatique | 35 472,00 | 47 264,57 | 33,24 | 0,16 | 0,20 |
| Charges de personnel | 344 878,38 | 340 077,27 | -1,39 | 1,52 | 1,44 |
| TOTAL GESTION ADMINISTRATIVE | 552 160,61 | 565 397,30 | 2,40 | 2,43 | 2,40 |
| TOTAL DES DEPENSES | 22 734 802,95 | 23 588 711,44 | 3,76 | 100,00 | 100,00 |

111 LES PENSIONS

En 2011, elles représentent 97,02 % de la totalité des dépenses.

Ce taux est stabilisé à hauteur d'environ 97 % depuis plusieurs années.

Le poids respectif des divers facteurs de dépenses de pensions est le suivant :

111-1 Revalorisation des pensions

Rappel des modalités de revalorisation mises en place depuis 2009, conformément aux dispositions de l'article L.161-23-1 du code de la sécurité sociale :

Le coefficient annuel de revalorisation des pensions de vieillesse est fixé au 1er avril de chaque année, conformément à l'évolution prévisionnelle en moyenne annuelle des prix à la consommation hors tabac prévue pour l'année considérée.

Si l'évolution en moyenne annuelle des prix à la consommation hors tabac de l'année considérée est différente de celle qui avait été initialement prévue, il est procédé à un ajustement du coefficient fixé au 1er avril de l'année suivante, égal à la différence entre cette évolution et celle initialement prévue.

En 2011, ce coefficient a été de 2,1%.

111-2 Taux d'augmentation annuels

En matière de revalorisations, deux taux annuels sont significatifs :

- d'une part, un taux qui cumule les augmentations. Celui-ci représente la majoration globale obtenue au 31 décembre de chaque année. Il mesure l'augmentation "en niveau" du montant des pensions,

- d'autre part, un taux qui représente le coût effectif des augmentations. Il enregistre les augmentations dont les effets successifs portent sur un nombre de mois de plus en plus réduit. Il mesure ainsi l'augmentation "en masse" du montant des pensions.

Ce taux a évolué comme suit :

| Années | En niveau exprimé en % | En masse exprimé en % |
|---------------|-----------------------------------|----------------------------------|
| 1980 | 11,51 | 6,54 |
| 1990 | 3,28 | 1,79 |
| 2000 | 0,50 | 0,01 |
| 2001 | 1,20 | 0,45 |
| 2002 | 1,30 | 0,56 |
| 2003 | 0,00 | 0,00 |
| 2004 | 0,50 | 0,50 |
| 2005 | 1,81 | 0,84 |
| 2006 | 0,77 | 0,30 |
| 2007 | 0,80 | 0,73 |
| 2008 | 0,80 | 0,49 |
| 2009 | 0,40 | 0,30 |
| 2010 | 0,90 | 0,68 |
| 2011 | 2,10 | 1,58 |

111-3 Augmentation du taux des dépenses de pensions

L'augmentation du taux des charges des pensions s'élève à 3,71 % en 2011.

Elle correspond :

- au taux de revalorisation fixé en application de l'article L.161-23-1 du Code de la sécurité sociale.

| | |
|-----------------------------------|---------|
| effet report 2010 | 0,225 % |
| taux d'augmentation en masse 2011 | 1,575 % |
| | <hr/> |
| Total | 1,8 % |

- à une augmentation de 1,91 % qui résulte de l'augmentation de l'effectif moyen des retraités et de la moyenne unitaire générale des pensions.

111-4 Les dépenses des pensions par catégories en 2010 et 2011

| | Montants annuels | | % 11/10 | Effectif moyen | | % 11/10 | Moyennes unitaires annuelles | | % 11/10 |
|------------------------------------|------------------|------------|------------|----------------|-------|------------|------------------------------|--------|------------|
| | 2010 | 2011 | | 2010 | 2011 | | 2010 | 2011 | |
| Droits directs | | | | | | | | | |
| <i>avantage principal</i> | 19 306 902 | 20 069 817 | 3,95 | 1 356 | 1 370 | 1,03 | 14 238 | 14 650 | 2,89 |
| ancienneté | 15 208 192 | 15 053 405 | -1,02 | 796 | 770 | -3,27 | 19 106 | 19 550 | 2,32 |
| ancienneté 11bis | 1 002 878 | 968 189 | -3,46 | 312 | 299 | -4,17 | 3 214 | 3 238 | 0,75 |
| ancienneté nouvelle réglementation | 1 076 312 | 1 956 433 | 81,77 | 84 | 135 | 60,71 | 12 813 | 14 492 | 13,10 |
| invalidité + 60 ans | 958 956 | 999 944 | 4,27 | 73 | 74 | 1,37 | 13 136 | 13 513 | 2,87 |
| invalidité | 1 054 414 | 1 091 674 | 3,53 | 90 | 91 | 1,11 | 11 716 | 11 996 | 2,39 |
| coordination | 6 150 | 172 | -97,2 | 1 | 1 | - | 6 150 | 172 | -97,2 |
| <i>majoration p/enfants</i> | 378 940 | 405 096 | 6,90 | | | | | | |
| Total | 19 685 842 | 20 474 913 | 4,01 | 1 356 | 1 370 | 1,03 | 14 518 | 14 945 | 2,94 |
| Droits dérivés | | | | | | | | | |
| <i>avantage principal</i> | 2 342 077 | 2 367 599 | 1,09 | 345 | 344 | -0,29 | 6 789 | 6 883 | 1,38 |
| réversion | 2 326 631 | 2 349 878 | 1,00 | 335 | 333 | -0,6 | 6 945 | 7 057 | 1,61 |
| orphelins | 15 446 | 17 721 | 14,73 | 10 | 11 | 10 | 1 545 | 1 611 | 4,27 |
| <i>majoration p/enfants</i> | 39 162 | 43 740 | 11,69 | | | | | | |
| Total | 2 381 239 | 2 411 339 | 1,26 | 345 | 344 | -0,29 | 6 902 | 7 010 | 1,56 |
| TOTAL | 22 067 081 | 22 886 252 | 3,71 | | | | | | |
| Effectif moyen | | | | 1 701 | 1 714 | 0,76 | | | |
| <i>Moyenne unitaire générale</i> | | | | | | | 12 973 | 13 353 | 2,93 |

L'éventail des pensions d'ancienneté a été ouvert en 2011 de 13,17 € à 5 137,94 € par mois.

Les caractéristiques des catégories d'emplois et les salaires correspondants servant de base au calcul des pensions ainsi que la durée de services sont, toutefois, des éléments variables.

Aussi, les moyennes des pensions peuvent être assez différentes d'une année à l'autre, selon le nombre de pensionnés par classe d'âge et par catégorie professionnelle.

a) Les pensions nouvelles.

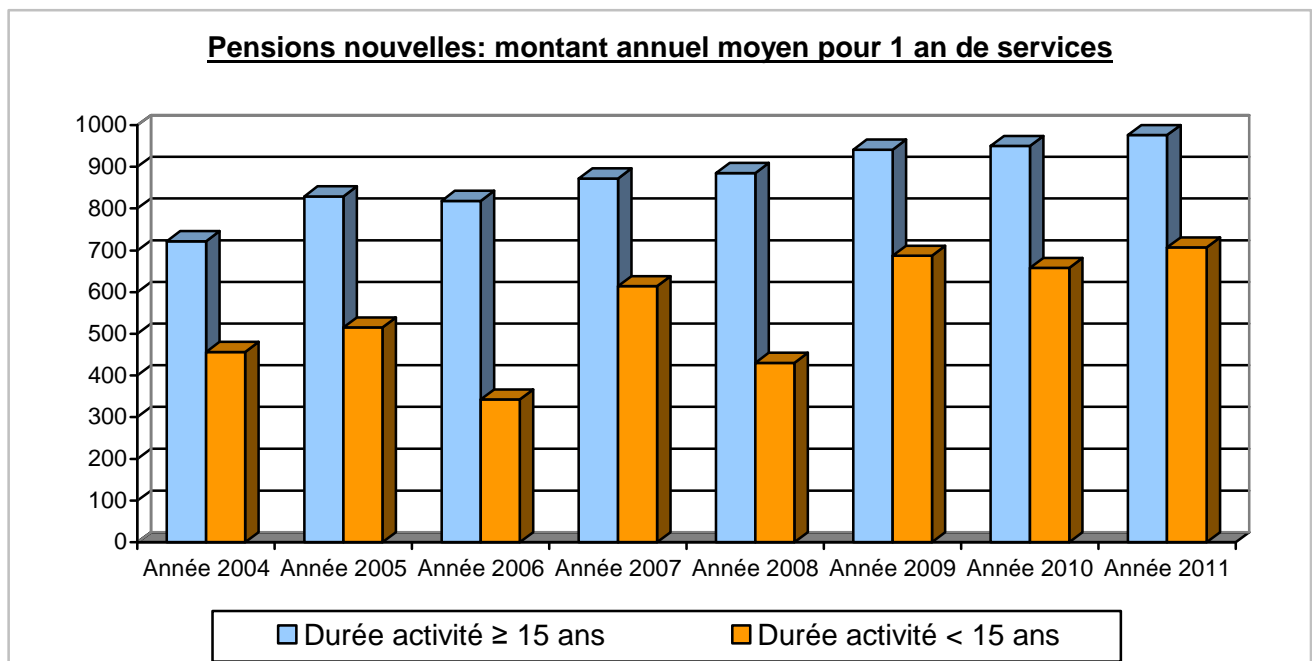
La moyenne unitaire des pensions nouvelles s'établit en fonction :

- de la durée des services validés,
- de l'assiette des salaires servant au calcul de la pension.

Le tableau suivant retrace l'évolution des pensions liquidées au titre de l'ancienneté.

| Années | Durée d'activité ≥ 15 ans | | Durée d'activité < 15 ans | |
|--------|-----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|
| | Durée moyenne d'activité en année | Montant annuel des pensions | Durée moyenne d'activité en année | Montant annuel des pensions |
| 2004 | 28,2 | 20 363 | 6,8 | 3 091 |
| 2005 | 26,3 | 21 775 | 4,5 | 2 335 |
| 2006 | 27,9 | 22 791 | 5,4 | 1 858 |
| 2007 | 26,3 | 22 945 | 5,7 | 3 504 |
| 2008 | 27,6 | 24 412 | 6,8 | 2 936 |
| 2009 | 25,3 | 23 800 | 5,8 | 3 969 |
| 2010 | 27,1 | 25 736 | 6,4 | 4 213 |
| 2011 | 24,9 | 24 295 | 5,7 | 4 033 |

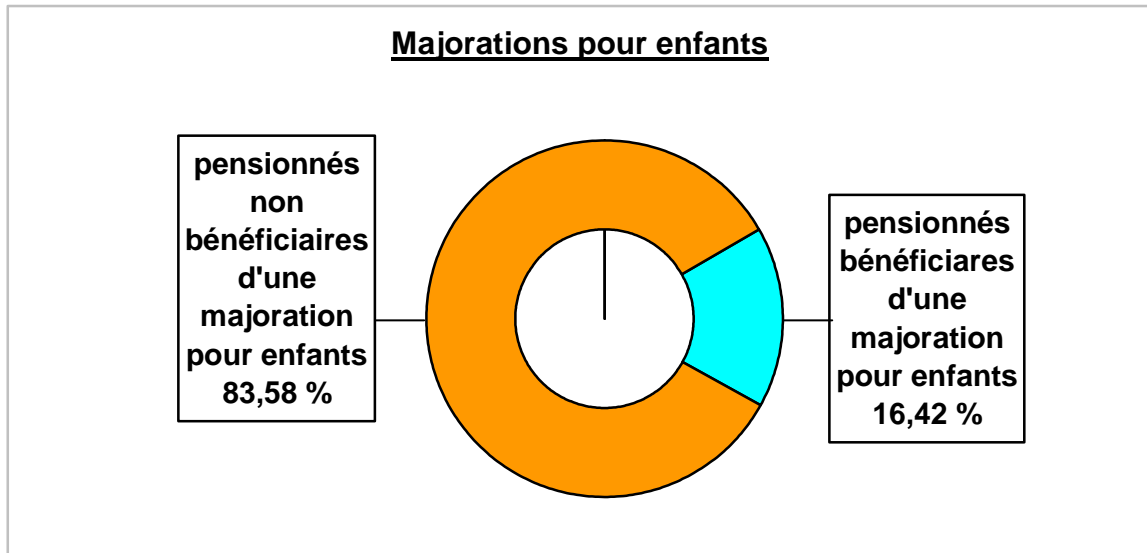
Le graphique ci-dessous présente la moyenne des pensions par année de service.



b) Les majorations pour enfants

Les assurés qui ont eu la charge d'au moins trois enfants pendant neuf ans minimum avant leur seizième anniversaire, ou l'âge de 21 ans pour les étudiants, bénéficient d'une majoration de pension de 10 %.

Une majoration supplémentaire de 5 % est accordée pour chaque enfant au-delà du troisième.



112 L'ACTION SOCIALE

La Caisse de retraites, dans le cadre du crédit limitatif d'action sociale fixé à 135 000,00 € en 2011, peut allouer des aides principalement aux pensionnés et accessoirement aux cotisants en situation difficile résultant de circonstances inhabituelles.

L'action sociale est exclusivement formée d'aides individuelles accordées sous condition de ressources, à l'exception des dons aux centenaires.

Trois types d'allocations sont prévus dans le règlement intérieur de la Caisse en fonction de leur objectif :

1) **les aides concourant au maintien à domicile** (participation aux frais d'aide ménagère, de garde à domicile, d'amélioration de l'habitat, de chauffage, d'abonnement de télé – assistance)

Dans ce cadre, les aides ménagères constituent le poste principal.

Le montant annuel moyen des aides ménagères qui ont été accordées en 2011 s'élève à 1 490 €.

2) les aides aux conjoints survivants et aux orphelins,

Les aides aux conjoints sont dégressives et versées pendant trois ans.

Les aides aux orphelins sont versées jusqu'à 21 ans.

L'allocation obsèques est versée au conjoint survivant ou à la personne ayant assumé les frais d'obsèques.

3) les aides diverses versées en cas de situation difficile (maladie, déménagement, divorce, précarité financière, surendettement, etc...) ou à certains cas sociaux.

Par ailleurs, des gratifications pour noces d'or et de diamant sont accordées sous condition de ressources. En revanche, la gratification accordée aux centenaires est dispensée de cette condition.

Les aides attribuées en 2011 s'élèvent à 130 561,69 €, soit un taux d'exécution de 96,71 % au lieu de 83,19 % en 2010.

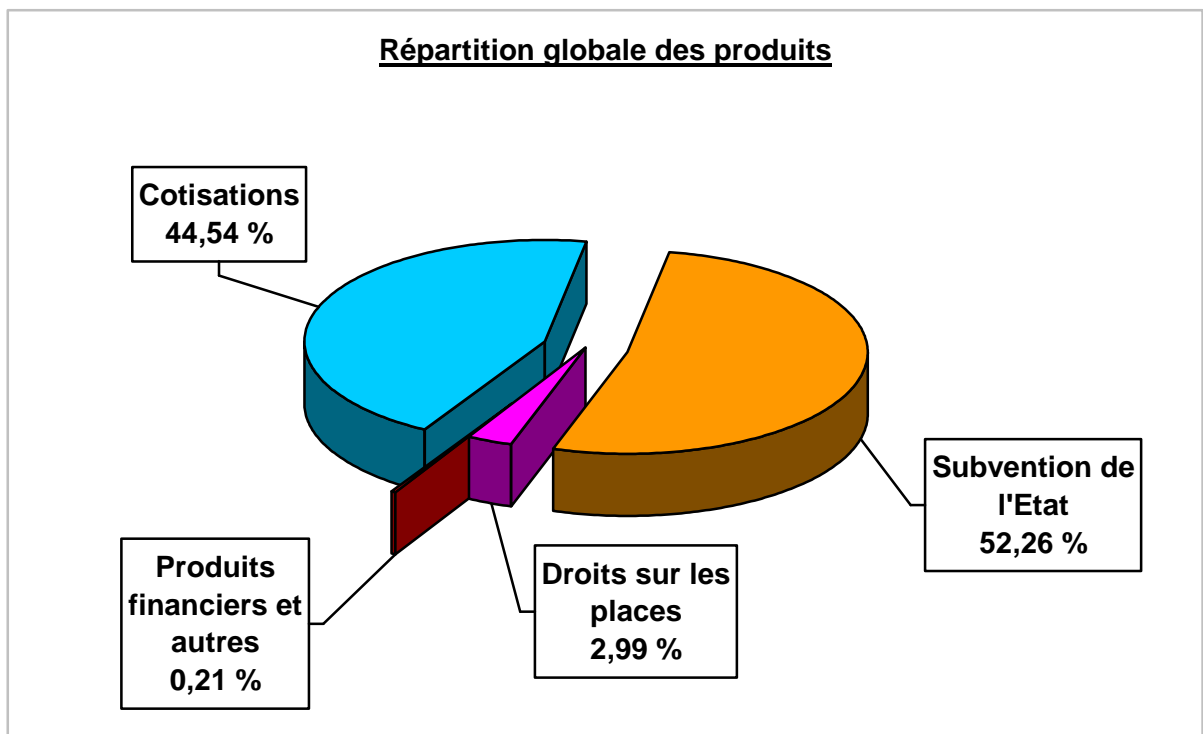
EVOLUTION DES DEPENSES PAR CATEGORIE D'AIDES

| Catégories d'aides | 2009 | | | | 2010 | | | | 2011 | | | |
|---|---------------|------------|------------|-----------------|----------------|------------|------------|-----------------|----------------|------------|------------|-----------------|
| | montant | nombre | % dépenses | % 09/08 montant | montant | nombre | % dépenses | % 10/09 montant | montant | nombre | % dépenses | % 11/10 montant |
| allocation périodique veufs (ves), orphelins | 7 938 | 4 | 8,90 | +40,05 | 6 148 | 2 | 5,47 | -22,55 | 11 348 | 3 | 8,69 | +84,58 |
| aide exceptionnelle | 22 537 | 50 | 25,10 | -1,71 | 38 883 | 67 | 34,62 | +72,53 | 45 331 | 78 | 34,73 | +16,58 |
| allocation obsèques | 5 400 | 12 | 6,00 | +33,33 | 7 800 | 12 | 6,95 | +44,44 | 7 150 | 11 | 5,48 | -8,33 |
| aide ménagère | 15 356 | 12 | 17,10 | +12,41 | 19 872 | 14 | 17,69 | +29,41 | 23 843 | 16 | 18,26 | +19,98 |
| orphelins : scolarité | 7 350 | 15 | 8,20 | +5,75 | 3 300 | 6 | 2,94 | -55,10 | 3 700 | 7 | 2,83 | +12,12 |
| orphelins : vacances | 1 950 | 5 | 2,20 | +30 | 500 | 1 | 0,45 | -74,36 | - | - | - | - |
| télé - assistance | - | - | - | - | 590 | 2 | 0,53 | - | 750 | 3 | 0,57 | +27,12 |
| amélioration à l'habitat | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 000 | 1 | 1,53 | - |
| allocation chauffage | 27 720 | 66 | 30,90 | +1,5 | 34 310 | 73 | 30,55 | +23,77 | 34 780 | 74 | 26,64 | +1,37 |
| gratifications : (noces d'or, diamant, centenaires) et divers | 1 380 | 44 | 1,60 | - | 900 | 6 | 0,80 | -34,78 | 1 660 | 44 | 1,27 | +84,44 |
| TOTAL | 89 631 | 208 | 100 | +5,12 | 112 303 | 183 | 100 | +25,29 | 130 562 | 237 | 100 | +16,26 |

12 LES RESSOURCES

Les ressources du régime sont assurées par trois types de financements :

- les cotisations salariales et patronales,
- la subvention de l'Etat,
- les droits sur places et les produits financiers qui restent marginaux.



LES RESSOURCES

| | 2010 | 2011 | évolution indice | structure | |
|-----------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|---------------|---------------|
| | | | | 2010 | 2011 |
| Divers autres produits de gestion | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Cotisations salariales | 4 869 438,78 | 5 099 092,75 | 4,72 | 20,03 | 20,97 |
| Cotisations employeur | 5 455 873,42 | 5 720 802,91 | 4,86 | 22,44 | 23,53 |
| Reversement de cotisations | 25 779,54 | 8 615,95 | -66,58 | 0,11 | 0,04 |
| TOTAL DES COTISATIONS | 10 351 091,74 | 10 828 511,61 | 4,61 | 42,58 | 44,54 |
| Remboursement FSV | 9 946,50 | 10 359,78 | 4,16 | 0,04 | 0,04 |
| Remboursement FSI | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | |
| Droits sur les places | 477 554,76 | 725 841,91 | 51,99 | 1,96 | 2,99 |
| Frais de gestion FSV | 497,33 | 517,99 | 4,15 | 0,00 | 0,00 |
| Frais de gestion FSI | 21,43 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Divers produits techniques | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Produits nets sur cessions de VMP | 16 556,28 | 41 476,50 | 150,52 | 0,07 | 0,17 |
| Produits exceptionnels | 707,72 | 156,39 | -77,90 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES PROPRES | 10 856 375,76 | 11 606 864,18 | 6,91 | 44,65 | 47,74 |
| Subvention de l'Etat | 13 455 699,00 | 12 705 700,00 | -5,57 | 55,35 | 52,26 |
| TOTAL DES RECETTES | 24 312 074,76 | 24 312 564,18 | 0,00 | 100,00 | 100,00 |

121 LES COTISATIONS

Le montant des cotisations est déterminé par :

- un taux,
- une assiette qui dépend de la masse salariale correspondant aux effectifs et aux salaires.

121-1 Taux des cotisations

Le taux des cotisations vieillesse au titre du régime spécial est le suivant depuis le 1er février 1991 :

| Part salarié | Part employeur | Total |
|--------------|----------------|---------|
| 7,85 % | 8,80 % | 16,65 % |

121-2 Assiette des cotisations

| | 2010 | 2011 | Evolution en % |
|-------------------------|---------------|---------------|----------------|
| Opéra national de Paris | 61 479 109,59 | 62 298 324,87 | 1,33 |
| Opéra-Comique | 219 385,23 | 211 727,50 | -3,49 |
| Total | 61 698 494,82 | 62 510 052,37 | 1,32 |

121-3 Montant des cotisations

| | 2010 | 2011 | Evolution en % |
|--|---------------|---------------|----------------|
| Cotisations courantes | 10 272 798,18 | 10 402 728,32 | 1,26 |
| Cotisations de validation, régularisations et transferts | 52 514,02 | 417 167,34 | 694,39 |
| Reversement de cotisations article 58 | 25 779,54 | 8 615,95 | - 66,58 |
| Total | 10 351 091,74 | 10 828 511,61 | 4,61 |

En 2011, l'ensemble des cotisations a augmenté de 4,61 %.

Rapportées au montant des pensions, elles en ont financé 47,31 % en 2011 contre 46,91 % en 2010.

122 LES DROITS SUR LES PLACES

Cette recette correspond à la perception d'un droit sur les places occupées à l'Opéra national de Paris. Depuis l'arrêté du 28 novembre 2005, le montant est établi selon un pourcentage des recettes de billetterie de l'Opéra national de Paris.

L'évolution des droits sur les places a été la suivante :

| Années | Montant | Evolution en % |
|--------|------------|----------------|
| 2005 | 28 021,95 | + 52,49 |
| 2006 | 42 583,70 | + 51,97 |
| 2007 | 60 351,42 | + 41,72 |
| 2008 | 124 591,98 | + 106,44 |
| 2009 | 238 846,56 | + 91,70 |
| 2010 | 477 554,76 | + 99,94 |
| 2011 | 725 841,91 | + 51,99 |

123 REMBOURSEMENTS DES ALLOCATIONS NON CONTRIBUTIVES

Il s'agit du remboursement, par le Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV), des allocations versées par la Caisse de retraites, au cours de l'exercice précédent, aux pensionnés qui en ont demandé le bénéfice. Depuis 2004, seulement deux allocataires bénéficient de ce fond.

Depuis 2010, la Caisse de retraites n'a aucun bénéficiaire de Fonds de solidarité d'invalidité (FSI).

| | 2010 | 2011 | Evolution en % |
|------------------------------------|-----------|-----------|----------------|
| Allocations FSV | 9 946,50 | 10 359,78 | + 4,15 |
| Frais de gestion et régularisation | 497,33 | 517,99 | + 4,15 |
| Total | 10 443,83 | 10 877,77 | + 4,15 |

124 LA SUBVENTION DE L'ETAT

Le montant de la subvention de l'Etat varie selon les besoins du régime, l'état de sa trésorerie, et, le cas échéant, les mises en réserve décidées par le Parlement.

En 2002, 2005 et 2006, les dotations initiales ayant été réduites par les autorités de tutelle ou fixées à un niveau qui ne permettait pas l'équilibre financier, une augmentation sensible du montant de la subvention a du être accordée en 2010.

En 2011 en revanche, la dotation accuse une nouvelle baisse de 5,57%.

| Années | Montant | Evolution en % |
|--------|---------------|----------------|
| 2001 | 10 695 975,00 | - |
| 2002 | 8 230 303,00 | - 23,05 |
| 2003 | 11 313 832,00 | + 37,47 |
| 2004 | 11 138 397,00 | - 1,55 |
| 2005 | 7 918 386,00 | - 28,91 |
| 2006 | 10 747 037,00 | + 35,72 |
| 2007 | 8 710 764,00 | - 18,95 |
| 2008 | 10 336 032,00 | + 18,66 |
| 2009 | 11 785 000,00 | + 14,02 |
| 2010 | 13 455 699,00 | + 14,18 |
| 2011 | 12 705 700,00 | - 5,57 |

Calendrier et montant des versements à la caisse de retraites de la subvention accordée par l'Etat :

| 2010 | | 2011 | |
|------------------|---------------|-----------------|---------------|
| Date des crédits | Montants | Date de crédits | Montants en € |
| 11.01.2010 | 2 649 015,00 | 04.02.2011 | 3 342 320,00 |
| 02.02.2010 | 2 683 707,00 | 11.04.2011 | 3 342 320,00 |
| 26.04.2010 | 2 683 708,00 | 27.06.2011 | 3 342 320,00 |
| 22.07.2010 | 2 755 562,00 | 11.08.2011 | 86 421,00 |
| 20.10.2010 | 2 683 707,00 | 17.11.2011 | 2 342 319,00 |
| | | 16.12.2011 | 250 000,00 |
| TOTAL | 13 455 699,00 | | 12 705 700,00 |

125 LES PRODUITS FINANCIERS

Depuis 1997, les disponibilités de la Caisse de retraites sont placées en SICAV monétaires (FONSICAV).

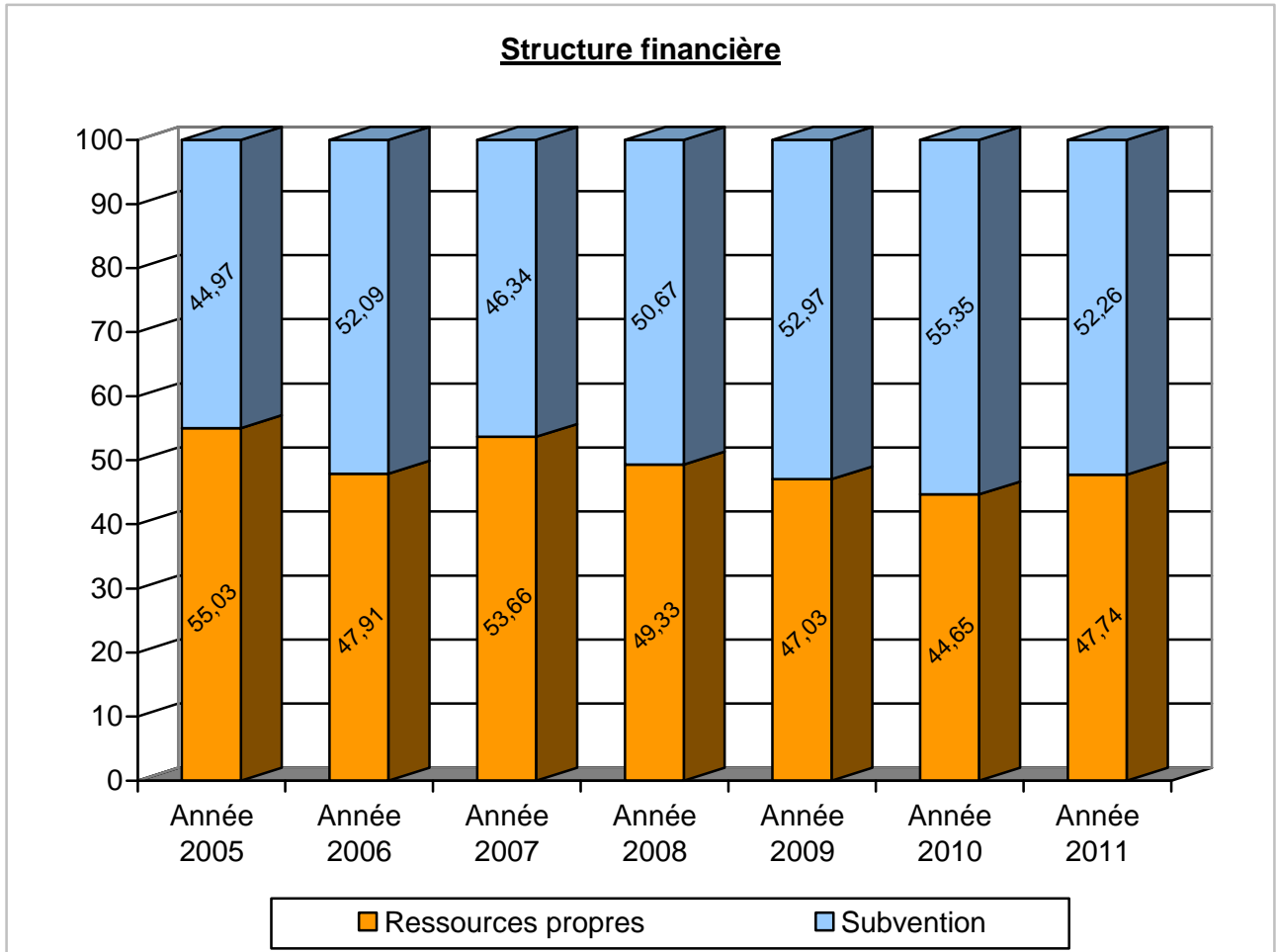
| Années | Montant des produits de cessions | Evolution en % | Taux de performance |
|--------|----------------------------------|----------------|---------------------|
| 2002 | 220 783,96 | - | + 3,08 % |
| 2003 | 130 741,55 | - 40,78 | + 2,10 % |
| 2004 | 150 676,25 | + 15,25 | + 1,84 % |
| 2005 | 158 287,79 | + 5,05 | + 1,87 % |
| 2006 | 156 296,74 | - 1,26 | + 2,65 % |
| 2007 | 207 826,33 | + 32,97 | + 3,81 % |
| 2008 | 163 740,86 | - 21,21 | + 4,13 % |
| 2009 | 34 752,83 | - 78,78 | + 0,78 % |
| 2010 | 16 556,28 | -52,36 | + 0,36 % |
| 2011 | 41 476,50 | +150,52 | + 0,81 % |

En 2009 et en 2010, la baisse du niveau de la trésorerie et des taux d'intérêt, suite à la crise économique, explique la baisse des produits des fonds placés.

126 STRUCTURE FINANCIERE

L'évolution des parts des ressources propres de la Caisse de retraites et leur incidence corrélative sur la subvention de l'Etat :

| Années | Ressources propres | Subvention |
|--------|--------------------|------------|
| 2005 | 55,03 % | 44,97 % |
| 2006 | 47,91 % | 52,09 % |
| 2007 | 53,66 % | 46,34 % |
| 2008 | 49,33 % | 50,67 % |
| 2009 | 47,03 % | 52,97 % |
| 2010 | 44,65 % | 55,35 % |
| 2011 | 47,74 % | 52,26 % |



127 EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DU REGIME

127-1 Effectif des pensionnés au 31 décembre 2011.

Les variations, par catégorie, sont les suivantes :

| | 2010 | 2011 | Evolution en % |
|----------------------------------|-------|-------|----------------|
| Droits directs | 1 359 | 1 373 | + 1,03 |
| ancienneté | 892 | 914 | |
| ancienneté (- 10 / 15 ans) | 302 | 294 | |
| invalidité de + de 60 ans | 72 | 71 | |
| invalidité | 93 | 93 | |
| coordination | - | 1 | |
| Droits dérivés | 343 | 343 | 0 |
| réversion | 334 | 332 | |
| orphelins | 9 | 11 | |
| Total des bénéficiaires | 1 702 | 1 716 | |
| Avantages complémentaires | 261 | 282 | + 8,04 |
| majorations enfants | 259 | 280 | |
| fonds de Solidarité Vieillesse | 2 | 2 | |
| fonds de Solidarité Invalidité | - | - | |
| TOTAL | 1 963 | 1 998 | + 1,78 |

L'évolution de l'effectif des retraités constatée en 2011 résulte des mouvements de pensions suivants :

| | Pensions nouvelles | Pensions éteintes | Pensions suspendues | Changement de catégorie | Variation |
|--------------------------|--------------------|-------------------|---------------------|-------------------------|-----------|
| ancienneté | 49 | 27 | | | + 22 |
| ancienneté (-10 /15 ans) | | 8 | | | - 8 |
| invalidité + 60 ans | | 4 | | + 3 | - 1 |
| invalidité | 4 | 1 | | - 3 | 0 |
| coordination | 1 | | | | + 1 |
| réversion | 14 | 16 | | | - 2 |
| orphelins | 3 | 1 | | | - 2 |
| TOTAL | 71 | 57 | | 0 | + 14 |

127-2 Effectif des cotisants au 31 décembre 2011.

L'accès à la Caisse de retraites a été maintenu, depuis le 1er mai 1990, pour les personnels du T.N.O.P. restés en service à la Salle Favart. Les cotisations sont versées par l'Opéra Comique dans les mêmes conditions que pour les personnels de l'Opéra de Paris. Leur effectif est en constante diminution.

| Effectif | | 2010 | 2011 | Evolution en % |
|-------------------------|-----|------|------|----------------|
| Opéra national de Paris | CDI | 1562 | 1547 | - 0,96 |
| | CDD | 196 | 375 | + 91,33 |
| Total ONP | | 1758 | 1922 | + 9,33 |
| Opéra-Comique | CDI | 6 | 6 | 0 |
| TOTAL | | 1764 | 1928 | + 9,30 |

127-3 Rapport démographique du régime

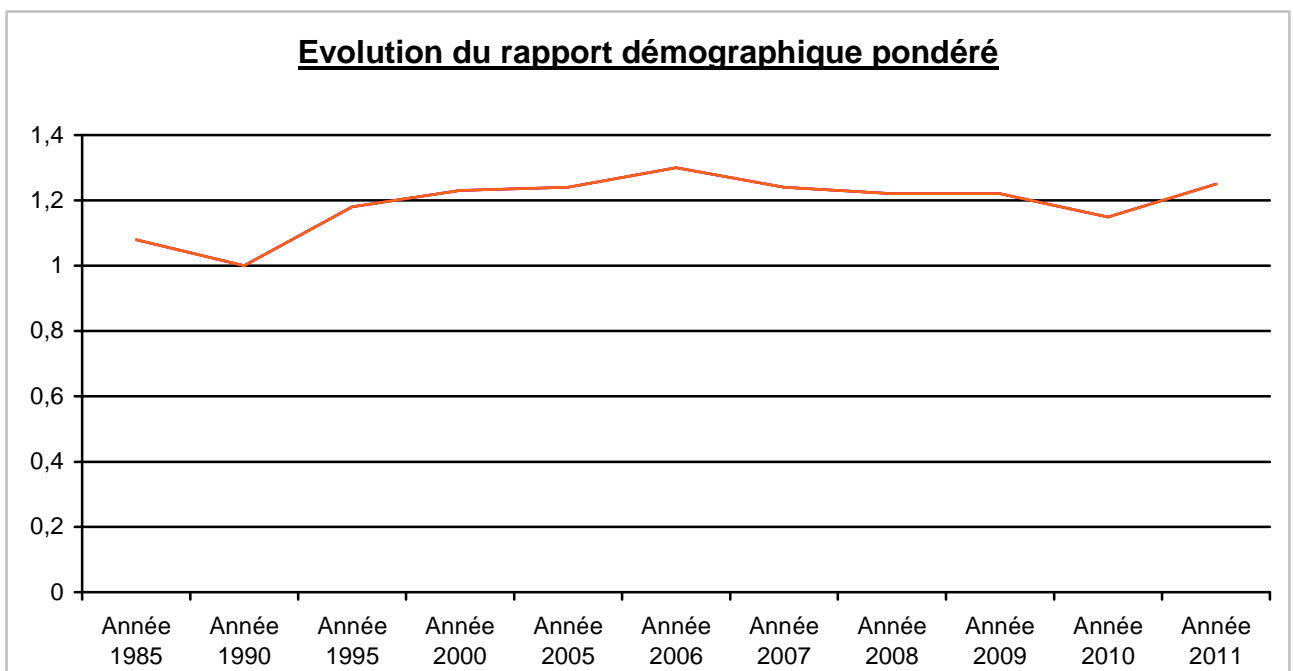
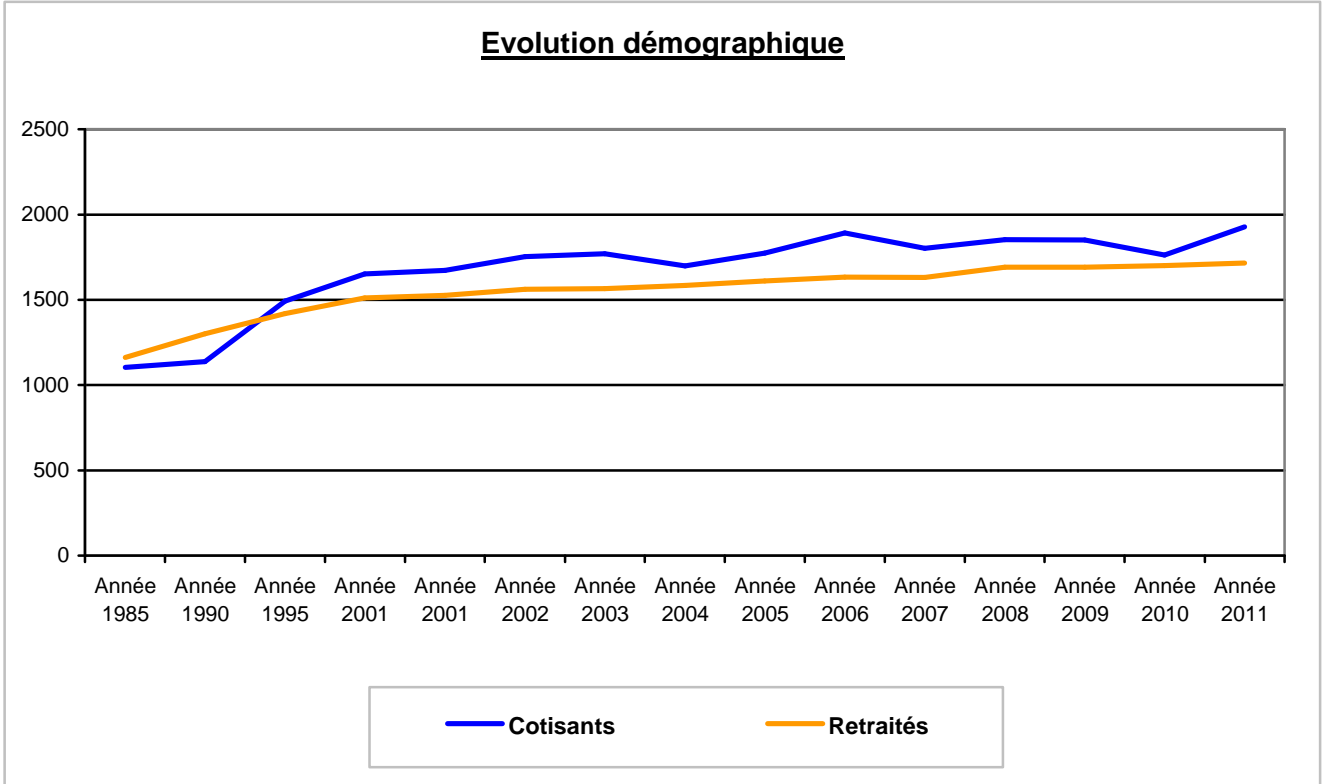
Le rapport démographique est le ratio entre le nombre de cotisants et le nombre de retraités de droit direct et de droit dérivé.

Le rapport démographique pondéré est le ratio entre le nombre de retraités de droit direct et du nombre de réversataires pondéré par le taux de réversion, soit 50 %.

| Années | Cotisants | Retraités | | | Rapport démographique | Rapport démographique pondéré |
|--------|-----------|--------------|--------------|-------|-----------------------|-------------------------------|
| | | droit direct | droit dérivé | total | | |
| 2005 | 1774 | 1262 | 348 | 1610 | 1,10 | 1,23 |
| 2006 | 1893 | 1272 | 361 | 1633 | 1,16 | 1,30 |
| 2007 | 1803 | 1282 | 350 | 1632 | 1,10 | 1,24 |
| 2008 | 1854 | 1339 | 352 | 1691 | 1,10 | 1,22 |
| 2009 | 1852 | 1344 | 347 | 1691 | 1,10 | 1,22 |
| 2010 | 1764 | 1359 | 343 | 1702 | 1,04 | 1,15 |
| 2011 | 1928 | 1373 | 343 | 1716 | 1,12 | 1,25 |

Depuis 1995, l'affiliation au régime spécial des personnels artistiques engagés sous contrats à durée déterminée (CDD) à l'Opéra est devenue obligatoire.

Le rapport démographique est ainsi devenu plus favorable. Depuis cette date, il se maintient aux environs de 1,10.



13 PRECOMPTES SUR PENSIONS

131 LES TAUX

La Caisse de retraites est tenue d'opérer, en vertu de dispositions législatives et réglementaires, des précomptes sur les arrérages bruts de pensions.

131-1 La cotisation d'assurance maladie pour les pensionnés résidant à l'étranger

Cette cotisation concerne tous les pensionnés français et étrangers résidant fiscalement hors du territoire national et qui justifient d'au moins 15 ans d'activité en France. Les ressortissants de la CEE qui bénéficient d'une couverture maladie dans leur pays de résidence ne sont pas assujettis à cette cotisation dont le taux, depuis 2005, est de 3,20 %.

131-2 La contribution sociale généralisée (CSG) depuis 1991

Deux taux sont définis en fonction de la situation fiscale des intéressés. Les retraités imposables sur le revenu sont assujettis au taux de droit commun. Les retraités non imposables sont soit exonérés, soit assujettis à un taux réduit, en fonction d'une cotisation fiscale de référence. Cette contribution, versée à l'URSSAF de Paris, est affectée au FSV.

131-3 La contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996

Cette contribution, versée à l'URSSAF de Paris, est affectée à la CADES.

| Assurance maladie pour les pensionnés résidant fiscalement à l'étranger (hors CEE) | | CSG | | CRDS | |
|---|--------|--------------|--------|--------------|--------|
| Date d'effet | Taux | Date d'effet | Taux | Date d'effet | Taux |
| 01.01.2005 | 3,20 % | 01.02.1991 | 1,10 % | 01.02.1996 | 0,50 % |
| | | 01.07.1993 | 2,40 % | | |
| | | 01.07.1997 | 3,40 % | | |
| | | 01.01.1998 | 6,20 % | | |
| | | 01.01.2005 | 6,60 % | | |

132 LES MONTANTS

132-1 Les montants des prélèvements sur les retraites.

| Années | Cotisations d'assurance maladie | CSG | CRDS | Total | Prélèvements / Dépenses de pensions en % |
|--------|---------------------------------|-----------|---------|-----------|--|
| 2001 | 4 394 | 989 043 | 80 575 | 1 074 012 | 6,24 |
| 2002 | 5 001 | 1 020 746 | 83 328 | 1 109 075 | 6,22 |
| 2003 | 5 544 | 1 048 676 | 85 571 | 1 139 791 | 6,23 |
| 2004 | 5 670 | 1 081 957 | 88 577 | 1 176 204 | 6,24 |
| 2005 | 6 482 | 1 177 238 | 90 947 | 1 274 667 | 6,55 |
| 2006 | 6 669 | 1 195 369 | 92 604 | 1 294 642 | 6,52 |
| 2007 | 6 534 | 1 230 261 | 95 106 | 1 331 901 | 6,58 |
| 2008 | 8 532 | 1 278 714 | 99 259 | 1 386 505 | 6,54 |
| 2009 | 8 996 | 1 287 405 | 100 965 | 1 397 366 | 6,44 |
| 2010 | 9 087 | 1 309 401 | 102 919 | 1 421 407 | 6,44 |
| 2011 | 8 713 | 1 346 389 | 105 382 | 1 460 484 | 6,38 |

132-2 Répartition des pensionnés par catégorie de précomptes

| | | |
|---|------|-------|
| CSG à taux plein : 6,60 % | 1283 | 1 479 |
| CSG à taux réduit : 3,80 % | 196 | |
| CRDS : 0,50 % | | 1 479 |
| Exonérés de CSG et de CRDS | | 210 |
| Assurance maladie pour les pensionnés résidents à l'étranger : 3,20 % | | 27 |

2 – GESTION ADMINISTRATIVE

| | 2010 | 2011 | évolution % | structure | |
|--|----------------------|----------------------|----------------|-------------|-------------|
| | | | | 2010 | 2011 |
| 60 Achats | | | | | |
| 6061 EDF-GDF | 1 998,80 | 1 204,48 | -39,74 | | |
| 6064 Fournitures | 8 878,04 | 8 951,79 | 0,83 | | |
| | 10 876,84 | 10 156,27 | -6,62 | 0,05 | 0,04 |
| 61 Services extérieurs | | | | | |
| 6132 Loyer des locaux | 66 558,32 | 67 156,55 | 0,90 | | |
| 6135 Location machines | 9 238,06 | 9 106,07 | -1,43 | | |
| 614 Charges locatives | 3 235,73 | 4 566,79 | 41,14 | | |
| 615 Entretien et réparations | 976,63 | 6 776,15 | 593,83 | | |
| 616 Assurances | 1 910,89 | 2 041,00 | 6,81 | | |
| 617 Etudes et recherches | 2 511,60 | 0,00 | | | |
| 618 Documentation et colloques | 2 039,63 | 1 655,17 | -18,85 | | |
| | 86 470,86 | 91 301,73 | 5,59 | 0,38 | 0,39 |
| 62 Autres services extérieurs | | | | | |
| 6226 Honoraires avocats | 4 792,84 | 5 869,24 | 22,46 | | |
| 622610 H.reconnaissance invalidité | 892,00 | 1 069,15 | 19,86 | | |
| 622620 Indemnité déplacement médecin | 0,00 | 0,00 | - | | |
| 622630 Honoraires commissaire aux comptes | 3 109,60 | 3 157,44 | 1,54 | | |
| 622800 Honoraires informaticien | 14 770,60 | 30 354,48 | 105,51 | | |
| 6227 Frais d'actes et de contentieux | 0,00 | 0,00 | - | | |
| 623 Publicité, publications, relations publiques | 650,62 | 702,06 | 7,91 | | |
| 6238 Dons et libéralités | 10,00 | 50,00 | 400,00 | | |
| 624 Transports administratifs | 0,00 | 0,00 | - | | |
| 625 Frais déplacements, missions, réception | 525,55 | 899,95 | 71,24 | | |
| 6261 Frais postaux et télécommunications | 8 559,39 | 7 975,43 | -6,82 | | |
| 6262 Frais liaisons IP | 2 374,06 | 490,99 | -79,32 | | |
| 627 Services bancaires et assimilés | 1 257,28 | 1 626,57 | 29,37 | | |
| 6282 Assistance informatique | 8 895,96 | 9 580,67 | 7,70 | | |
| 6283 Frais formation professionnelle | 6 919,78 | 6 838,43 | -1,18 | | |
| 6286 Nettoyage des locaux | 3 169,33 | 4 361,52 | 37,62 | | |
| 6288 Autres services rendus | 0,00 | 0,00 | - | | |
| | 55 927,01 | 72 975,93 | 30,48 | 0,25 | 0,31 |
| sous-total dépenses de fonctionnement | 153 274,71 | 174 433,93 | 13,80 | | |
| 63 Impôts | | | | | |
| 6311 Taxe sur les salaires | 24 199,06 | 24 772,39 | 2,37 | | |
| 6351 Impôts locaux | 3 701,63 | 4 617,75 | 24,75 | | |
| sous-total | 27 900,69 | 29 390,14 | 5,34 | 0,12 | 0,12 |
| 64 Charges de personnel | | | | | |
| 6411 Salaires | 228 263,56 | 224 449,16 | -1,67 | | |
| 64141 Indemnité de responsabilité | 3 549,96 | 5 379,96 | 51,55 | | |
| 64142 Indemnités de transport | 2 019,37 | 2 058,96 | 1,96 | | |
| 645 Charges sécurité sociale et prévoyance | 105 268,31 | 102 445,20 | -2,68 | | |
| 6477 Participation titres restaurant | 5 777,18 | 5 743,99 | -0,57 | | |
| sous-total | 344 878,38 | 340 077,27 | -1,39 | 1,52 | 1,44 |
| 6811 Dotation aux amortissements | 26 106,83 | 21 495,96 | -17,66 | 0,11 | 0,09 |
| TOTAL GENERAL | 552 160,61 | 565 397,30 | 2,40 | 2,43 | 2,40 |
| Comparées au total des dépenses | 22 734 802,95 | 23 588 711,44 | | | |

21 DEPENSES DE GESTION

Les dépenses de gestion augmentent de 2,40 % en 2011. Mais leur part dans les charges de la Caisse de retraites reste quasi stable : 2,40 % en 2011 contre 2,43 en 2010

Elles se décomposent de la façon suivante :

211 LES DEPENSES DE PERSONNEL

Celles-ci s'élèvent à 340 077,27 € en 2011 contre 344 878,38 en 2010 (- 1,39 %).

212 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Celles-ci s'élèvent à 174 433,93 € en 2011 contre 153 274,71 € en 2010. Elles se composent principalement de :

a) **charges liées aux locaux et matériels** (loyer, entretien, réparation, assurances, location de matériels),

b) **honoraires** d'avocat, des médecins conseils pour la reconnaissance de l'invalidité,

c) **frais bancaires**,

Suite à des modifications bancaires, la Caisse des dépôts et consignations a instauré, depuis avril 2011, des frais de tenue de compte et de transfert de fonds.

d) **dépenses de fournitures, documentation, frais postaux, frais de télécommunications, déplacement et réceptions**,

Les dépenses augmentent en fonction des nouveaux tarifs nationaux.

e) **dépenses informatiques** (études, conception de logiciels, assistance informatique)

213 AUTRES DEPENSES DE GESTION

- a) **La taxe sur les salaires** passe de 24 199,06 € en 2010 à 24 772,39 € en 2011 et représente environ 11 % de la masse salariale.
- b) **Les impôts locaux** se sont élevés à 3 701,63 € en 2010 et à 4 617,75 € en 2011 (+ 24,75%).
- c) **Le montant des amortissements** passe de 26 106,83 € en 2010 à 21 495,96 € en 2011 (- 17,66 %), compte tenu des développements des programmes informatiques.

22 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

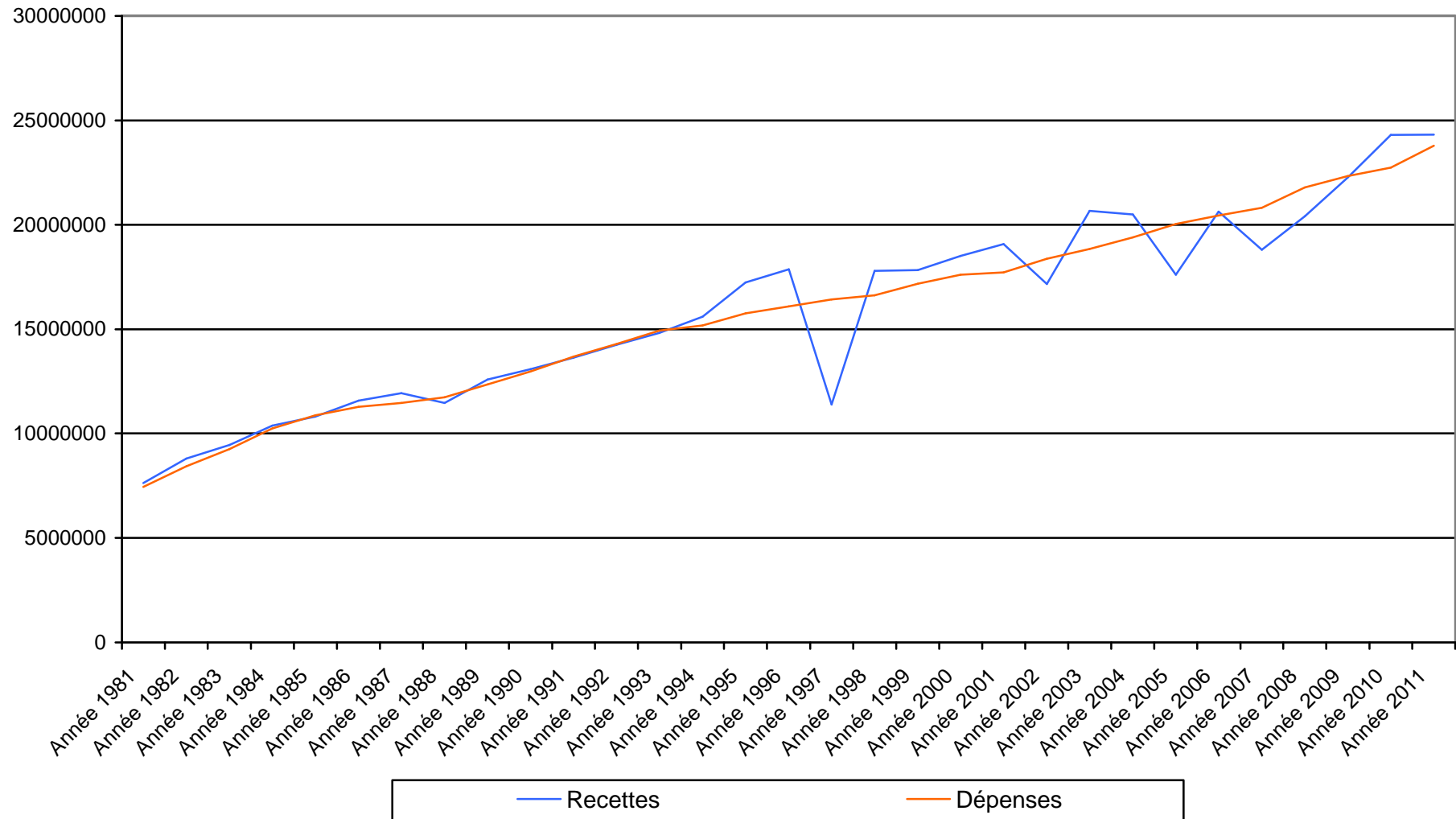
Les 40 000 € prévus pour financer les dépenses de changement du logiciel de gestion des pensions n'ont été dépensés qu'à hauteur de 18 315,06 €, soit un taux d'exécution de seulement 45,79 %.

23 DEPENSES LIEES AU SYSTEME D'INFORMATION

Le développement de la gestion des systèmes et des relations entre organismes de sécurité sociale répond aux nouvelles obligations qui leur sont imposées par le législateur, soit pour permettre l'octroi de nouveaux droits, soit pour améliorer les contrôles des prestations.

| % des dépenses du système d'information dans les dépenses de gestion | | | | | | |
|---|------|------|------|------|-------|-------|
| 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
| 3,50 | 4,47 | 2,68 | 9,01 | 8,18 | 11,02 | 11,23 |

Evolution des recettes et des dépenses



3 - PRESENTATION DU BILAN

31 BILAN

| ACTIF(en €) | Exercice 2011 | | | Exercice 2010 |
|--|---------------|-----------------------------------|--------------|---------------|
| | Brut | Amortissement et dépréciations | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| - Immobilisations incorporelles | | | | |
| Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (205) | 120 180,38 | 77 424,04 | 42 756,34 | 46 112,24 |
| Diverses autres immobilisations incorporelles*(201, 203, 206, 208, 232, 237) | | | | |
| - Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains (211) | | | | |
| Agencements, aménagements de terrains(212) | | | | |
| Constructions (213) | | | | |
| Diverses autres immobilisations corporelles (214,218) | 66 789,93 | 57 022,02 | 9 767,91 | 9 573,83 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels (215) | | | | 1 164,53 |
| Immobilisations corporelles reçues en affectation (22) | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours (231) | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles (238) | | | | |
| Immobilisations corporelles mises à disposition (24) | | | | |
| - Immobilisations financières | | | | |
| Titres de participation et parts (261) | | | | |
| Créances entre organismes de sécurité sociale (265) | | | | |
| Autres formes de participation et créances rattachées à des participations (266, 267, 268) | | | | |
| Titres immobilisés (271, 272, 273) | | | | |
| Prêts (274) | | | | |
| Dépôts et cautionnements versés (275) | | | | |
| Autres créances immobilisées (276) | | | | |
| Contributions exceptionnelles (277) | | | | |
| Total actif immobilisé | 186 970,31 | 134 446,06 | 52 524,25 | 56 850,60 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| - Stocks et en-cours (3) | | | | |
| - Fournisseurs, intermédiaires sociaux et prestataires débiteurs (409) | 1 396,61 | | 1 396,61 | 22 561,82 |
| - Créances d'exploitation | | | | |
| Clients, cotisants et comptes rattachés (41 sauf 419) | 1 371 624,14 | | 1 371 624,14 | 1 068 290,80 |
| Personnel et comptes rattachés (42x) | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43x) | 2 273,22 | | 2 273,22 | |
| Entités publiques (44x) | | | | |
| Organismes et autres régimes de sécurité sociale ** (45x) | | | | |
| Débiteurs divers (46x) | 31 739,66 | | 31 739,66 | 39 178,82 |
| - Comptes transitoires ou d'attente (47x) | | | | |
| - Charges constatées d'avance (486) | | | | |
| - Disponibilités | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (50) | 3 398 554,15 | | 3 398 554,15 | 3 111 898,50 |
| Banques, établissements financiers et assimilés (51) | 388 237,55 | | 388 237,55 | 213 880,91 |
| Autres trésoreries (52, 53, 54) | | | | |
| Total actif circulant | 5 193 825,33 | | 5 193 825,33 | 4 455 810,85 |
| TOTAL ACTIF (I) | 5 380 795,64 | 134 446,06 | 5 246 349,58 | 4 512 661,45 |

* dont immobilisations incorporelles en cours et avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles

**dont compte courant ACOSS (régime général seulement)

| PASSIF(en €) | EXERCICE 2011 avant affectation | EXERCICE 2010 avant affectation | EXERCICE 2011 après affectation | EXERCICE 2010 après affectation |
|---|--|--|--|--|
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| - Dotations, apports (102) | | | | |
| - Biens remis en plein propriété aux organismes (103) | | | | |
| - Ecart de réévaluation (105) | | | | |
| - Réserves (combinées) (106) | 2 717 566,53 | 2 795 428,34 | 4 294 838,34 | 2 717 566,53 |
| Régimes de base (ou branches) | | | | |
| Régimes complémentaires (ou branches) | | | | |
| Autres | | | | |
| - Report à nouveau (combiné) (solde créditeur ou débiteur) (11) | 1 577 271,81 | -77 861,81 | | |
| Régimes de base (ou branche) | | | | |
| Régimes complémentaires (ou branches) | | | | |
| Autres | | | | |
| - Résultat de l'exercice (combiné) (excédent ou déficit) (12) | 723 852,74 | 1 577 271,81 | 723 852,74 | 1 577 271,81 |
| Régimes de base (ou branche) | | | | |
| Régimes complémentaires (ou branches) | | | | |
| Autres | | | | |
| - Subventions d'investissement (13) | | | | |
| - Provisions réglementées (14) | | | | |
| Total capitaux propres | 5 018 691,08 | 4 294 838,34 | 5 018 691,08 | 4 294 838,34 |
| PROVISIONS (15) | | | | |
| - Provisions pour risques (gestion courante) (151) | | | | |
| - Provisions pour risques (gestion technique) (152) | 621,99 | 989,40 | 621,99 | 989,40 |
| - Provisions pour impôts (155) | | | | |
| - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (157) | | | | |
| - Autres provisions pour charges (158) | | | | |
| Total provisions pour risques | 621,99 | 989,40 | 621,99 | 989,40 |
| DETTES FINANCIERES | | | | |
| - Emprunts auprès des établissements de crédit * (164, 519) | | | | |
| - Dépôts et cautionnements reçus (165) | | | | |
| - Emprunts et dettes assorties de conditions particulières (167) | | | | |
| - Autres emprunts et dettes assimilées (168) | | | | |
| - Dettes rattachés à des participations (171, 174,178) | | | | |
| - Dettes entre organismes de sécurité sociale * (175) | | | | |
| Total dettes financières | | | | |
| AUTRES DETTES | | | | |
| - Cotisants et clients créditeurs (419) | | | | |
| Cotisants créditeurs (4192 à 4195) | | | | |
| Clients créditeurs** (4191,4196 à 4198) | | | | |
| - Fournisseurs de biens, prestataires de services et comptes rattachés (401, 403, 4081) | 8 771,57 | 14 478,14 | 8 771,57 | 14 478,14 |
| - Fournisseurs d'immobilisations et comptes rattachés (404, 405,4084) | | 2 061,68 | | 2 061,68 |
| - Prestataires : versements directs aux assurés et allocataires (406), (4086) | 9 962,44 | 3 602,21 | 9 962,44 | 3 602,21 |
| - Prestataires : versements à des tiers (407,4087) | 850,70 | 795,37 | 850,70 | 795,37 |
| - Personnel et comptes rattachés (42x) | 24 253,92 | 23 183,74 | 24 253,92 | 23 183,74 |
| - Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43x) | 42 981,55 | 42 484,20 | 42 981,55 | 42 484,20 |
| - Entités publiques (44x) | 6 395,93 | 4 993,54 | 6 395,93 | 4 993,54 |
| - Organismes et autres régimes de sécurité sociale*** (45) | 124 091,98 | 121 463,56 | 124 091,98 | 121 463,56 |
| - Crédeurs divers (46x) | 9 728,42 | 3 771,27 | 9 728,42 | 3 771,27 |
| - Comptes transitoires ou d'attente (47x) | | | | |
| - Produits constatés d'avance (487) | | | | |
| Total autres dettes | 227 036,51 | 216 833,71 | 227 036,51 | 216 833,71 |
| TOTAL PASSIF (II) | 5 246 349,58 | 4 512 661,45 | 5 246 349,58 | 4 512 661,45 |

* dont concours bancaires courants,

** dont avances et acomptes reçus sur commandes

*** dont compte courant ACOSS (régime général seulement)

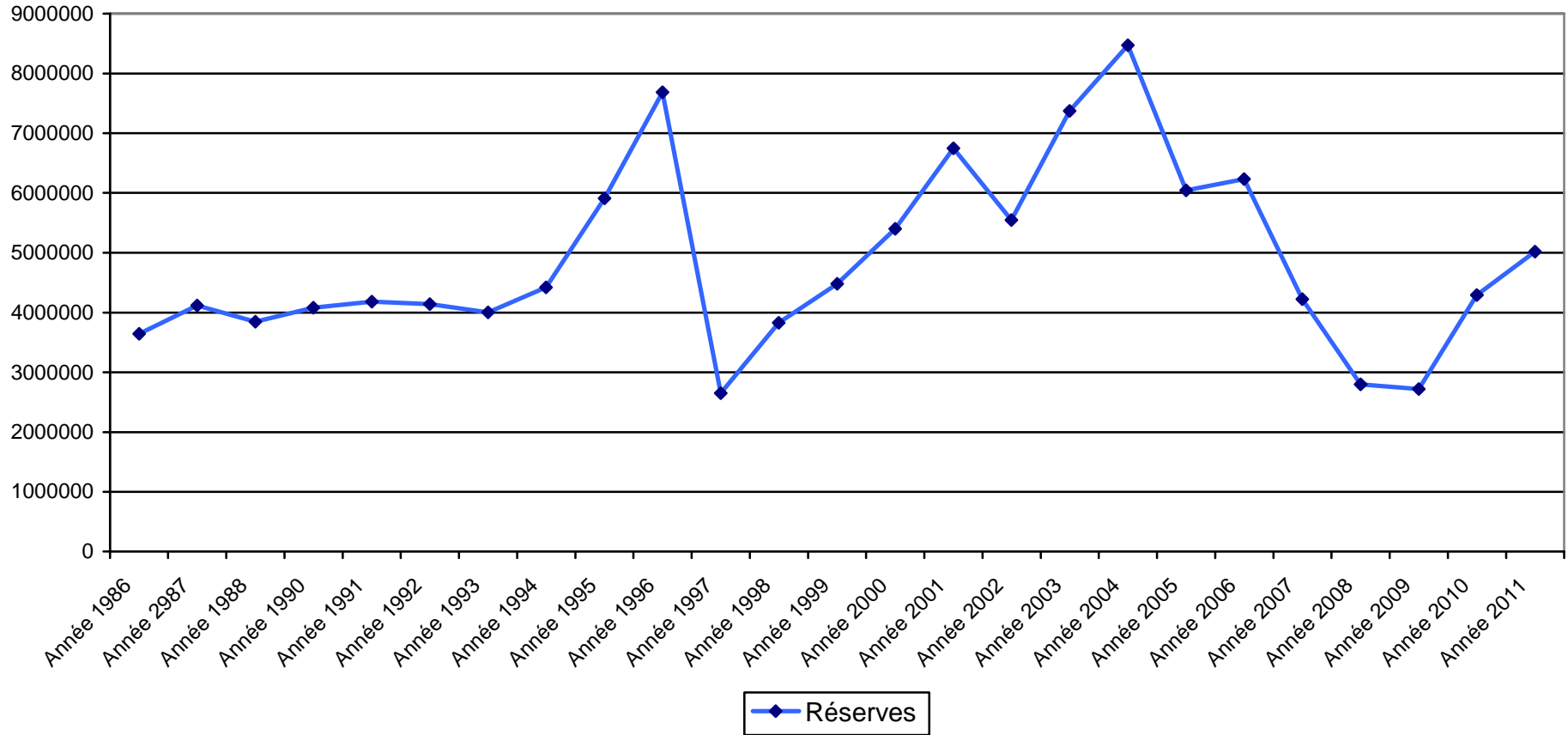
32 DETAIL DES RESERVES

| Années | Montant en euros |
|---|------------------|
| Total des réserves au 31.12.2001 | 6 748 419,60 |
| Résultat fin 2002 | - 1 203 114,09 |
| Total des réserves au 31 décembre 2002 | 5 545 305,51 |
| Résultat fin 2003 | 1 828 509,16 |
| Total des réserves au 31 décembre 2003 | 7 373 814,67 |
| Résultat fin 2004 | 1 097 323,68 |
| Total des réserves au 31 décembre 2004 | 8 471 138,35 |
| Résultat fin 2005 | - 2 428 798,03 |
| Total des réserves au 31 décembre 2005 | 6 042 340,32 |
| Résultat fin 2006 | 191 349,29 |
| Total des réserves au 31 décembre 2006 | 6 233 689,61 |
| Résultat fin 2007 | - 2 010 935,79 |
| Total des réserves au 31 décembre 2007 | 4 222 753,82 |
| Régularisation congés payés (commission de gestion du 20 juin 2008) | - 34 810,61 |
| Résultat fin 2008 | - 1 392 514,87 |
| Total des réserves au 31 décembre 2008 | 2 795 428,34 |
| Résultat fin 2009 | - 77 861,81 |
| Total des réserves au 31 décembre 2009 | 2 717 566,53 |
| Résultat fin 2010 | 1 577 271,81 |
| Total des réserves au 31 décembre 2010 | 4 294 838,34 |
| Résultat fin 2010 | 723 852,74 |
| Total des réserves au 31 décembre 2011 | 5 018 691,08 |

La différence entre le montant des réserves après affectation du résultat, 5 018 691,08 €, et celui du montant des immobilisations, 52 524,25 €, **donne le montant du fonds de roulement disponible qui s'élève à 4 966 166,83 €.**

Les réserves représentent 21,70 % des charges de pensions, soit deux mois de prestations.

Evolution des réserves



4 - INFORMATIONS ANNEXES

41 COMPOSITION DES INSTANCES DELIBERANTES

411 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition du Conseil d'administration depuis les élections du 2 décembre 2010

| | | |
|--|--|---|
| Membres nommés par arrêté conjoint des ministres chargés de la culture, de la sécurité sociale et du budget Durée du mandat : 3 ans | Président | M. Patrick FRYDMAN |
| | Vice-Président | M. Jean-Philippe THIELLAY |
| Membres de droit | Directeur de la musique ou son représentant | M. Dominique PONSARD |
| | Directeur de l'Opéra national de Paris ou son représentant | M. Nicolas JOEL |
| Membres élus par les membres du personnel inscrits à la Caisse Durée du mandat : 3 ans | Artistes lyriques et services de scène | M. François SAUVAGEOT M. Jean-Henri THIMONIER |
| | Artistes chorégraphiques | M. Eric MONIN Mme Amélie LAMOUREUX |
| | Artistes de l'orchestre | M. Christophe GRINDEL Mme Elisabeth PALLAS-NADAL |
| | Artistes des chœurs | Mme Svetlana KURTZ M. Olivier BERG |
| | Machinistes, électriciens, accessoiristes, chauffeurs et pompiers | M. Jean-Michel HURE M. José AMARO |
| | Services de l'administration, contrôle, habillement et autres services | Mme Anne-Marie LEGRAND |
| Membres représentant les retraités | | M. Jean-Claude REMINIAC M. Philippe GERBET |
| Membres consultatifs | Directeur du budget ou son représentant | Mme Camille DELFARRIEL |
| | Directeur de la sécurité sociale ou son représentant | M. Cédric PARIS |
| | Chef de la Mission de contrôle général économique et financier ou son représentant | M. Gérard SARRACANIE |
| | Directeur général de la CDC ou son représentant | M. Antoine GOSSET-GRAINVILLE |

422 COMMISSION D'INVALIDITE

| | |
|--|--|
| Le Président | M. Patrick FRYDMAN , Président du Conseil d'administration ou son représentant |
| Un représentant de l'Opéra national de Paris | M. Dominique LEGRAND , Directeur des ressources humaines de l'Opéra national de Paris ou son représentant |
| Un représentant élu du personnel de l'Opéra national de Paris | Le délégué titulaire ou son suppléant appartenant à la même catégorie professionnelle que l'assuré |
| Un représentant de l'Etat | Le représentant du ministère chargé de la culture |

423 COMMISSION DE RECOURS AMIABLE

| | |
|--|---|
| Le Président | M. Patrick FRYDMAN , Président du Conseil d'administration |
| Deux représentants élus du personnel | Le délégué titulaire ou son suppléant appartenant à la même catégorie professionnelle que l'assuré |
| | Un représentant désigné : M. Christophe GRINDEL , titulaire M. José AMARO , suppléant |
| Un représentant de l'Opéra national de Paris | Directeur de l'Opéra national de Paris ou son représentant |
| Un représentant de l'Etat, membre du Conseil d'administration | Le représentant du ministère chargé de la culture |

424 COMMISSION DES MARCHES PUBLICS

Le directeur et l'agent comptable participent aux délibérations de la Commission avec voix consultative.

| | Titulaires | Suppléants |
|---|-------------------------------|----------------------------------|
| Le Président du Conseil d'administration | M. Patrick FRYDMAN | M. Jean-Philippe THIELLAY |
| Un représentant des autorités de tutelle | Mme Camille DELFARRIEL | M. Cédric PARIS |
| Un représentant de l'Opéra national de Paris | M. Dominique LEGRAND | |
| Un représentant des délégués | Mme Svetlana KURTZ | M. Eric MONIN |

43 EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

431 TEXTES GENERAUX

- Décret n° 2010-147 du 7 janvier 2010 relatif au cumul emploi-retraite dans certains régimes spéciaux.
- Arrêté du 4 mai 2010 portant approbation des modifications du règlement intérieur de la Caisse de retraites telles qu'adoptées par le Conseil d'administration du 11 décembre 2009.
- Arrêté interministériel du 3 septembre 2010 portant reconduction dans leurs fonctions de M. Patrick FRYDMAN, Conseiller d'Etat, et de M. Jean-Philippe THIELLAY, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, en qualité de Président et Vice-Président du Conseil d'administration de la Caisse de retraites.
- Loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites.
- Décret n° 2011-953 du 10 août 2011 relatif au régime spécial de retraite des personnels de l'Opéra national de Paris

44 BAREME ACTION SOCIALE 2011

| CATEGORIES D'AIDES | SOUS CONDITIONS DE RESSOURCES MENSUELLES | | MONTANT DE L'AIDE |
|---|--|--------|-----------------------|
| | personne seule | couple | |
| AIDE EXCEPTIONNELLE | 2 477 | 3 713 | 680 |
| ALLOCATION CHAUFFAGE ANNUELLE | 2 477 | 3 713 | 470 |
| ALLOCATION DE GARDE A DOMICILE | 2 477 | 3 713 | 1 500 |
| AIDE À L'AMELIORATION DE L'HABITAT | 2 477 | 3 713 | 680* |
| AIDE À LA FORMATION | 2 477 | 3 713 | 2 000 |
| ABONNEMENT MENSUEL TELE-ASSISTANCE | 2 477 | 3 713 | 40 |
| AIDE MENSUELLE AUX CONJOINTS SURVIVANTS : | | | |
| 1ère année de veuvage | 2 477 | 3 713 | 250 |
| par enfant à charge 2ème année de veuvage | 2 477 | 3 713 | 170 |
| 3ème année de veuvage | 2 477 | 3 713 | 170 |
| AIDES ANNUELLES AUX ORPHELINS : | | | |
| scolarité jusqu' à 16 ans | 2 477 | 3 713 | 500 |
| scolarité de 16 à 21 ans | 2 477 | 3 713 | 600 |
| vacances jusqu'à 18 ans | 2 477 | 3 713 | 500 |
| ALLOCATION OBSEQUES | 2 477 | 3 713 | 650 |
| GRATIFICATIONS : | | | |
| Noces d'Or, de Diamant | 2 477 | 3 713 | 150 |
| 100ème anniversaire | - | - | 300 |
| AIDES MENAGERE A DOMICILE | Barème sécurité sociale | | Indice tarifaire CNAV |
| AIDES AUX VACANCES | (cf. ci-dessous) | | 350 |

* jusqu'à 2 000 € si intervention du PACT

BAREME DES RESSOURCES DE LA SECURITE SOCIALE 2012

| Personne seule | Couple | Tranche | Taux en % |
|--|---|---------|-----------|
| du plafond de l'aide sociale jusqu'à 893 € | du plafond de l'aide sociale jusqu' à 1 547 € | 1 | 100 |
| de 894 € à 1 183 € | de 1 548 € à 1 902 € | 2 | 75 |
| de 1 184 € à 1 380 € | de 1 903 € à 2 108 € | 3 | 50 |
| de 1 381 € à 1 579 € | de 2 109 € à 2 368 € | 4 | 25 |
| au-delà de 1 579 € | au-delà de 2 368 € | 5 | 10 |